

CHAPITRE 10 : LA VIE POLITIQUE EN FRANCE

Problématique : Quelles sont les transformations qu'a connu la vie politique en France depuis la première guerre mondiale ?

I. La République de l'entre-deux-guerres : victorieuse mais fragilisée.

Connaissances	Démarches	Capacités
Deux moments forts : - de la guerre à la paix (1917-1920), la vie politique française est marquée par la fin de l'union sacrée et le retour à la vie politique parlementaire, dans un climat d'affrontements politiques et sociaux. - les années 1930 : la République en crise et le Front populaire.	L'étude s'appuie sur des personnages (par exemple Clemenceau...) et des événements (le Congrès de Tours) particulièrement importants. L'étude s'appuie sur des images significatives et quelques mesures emblématiques du Front populaire.	Connaître et utiliser le repère suivant : -Victoire électorale et lois sociales du Front Populaire : 1936. Décrire : -l'impact de la révolution russe en France -les principaux aspects de la crise des années 1930 -les principales mesures prises par le Front populaire en montrant les réactions qu'elles suscitent.

A. 1917-1920 : L'adhésion au modèle de République parlementaire.

Question : En quoi la première guerre mondiale marque-t-elle durablement la vie politique Française

En 1917, La France est déstabilisée par les grèves et les mutineries. Les divisions politiques entraînent la fin de l'**Union sacrée**. La chambre des députés est renouvelée en 1919. George Clémenceau, président du conseil, parvient à rétablir l'ordre et à mobiliser jusqu'à la victoire en 1918. Mais même après l'armistice, la vie politique reste profondément marquée par la guerre notamment à travers le rôle politique des anciens combattants.

La Gauche se déchire sur la question de la révolution bolchévique. Au congrès de Tours en 1920 (document 3 p 144), opposants et partisans de la III^{ème} internationale créée par Lénine se divisent, cela provoque l'éclatement de la SFIO et la naissance du Parti communiste (document 4 p 145).

B. Une République en crise dans les années 1930.

Question : Comment la crise économique influe-t-elle sur les rapports politiques ?

(Document 1 p 146) Provoquée par l'effondrement boursier du 24 octobre 1929 à New York, la crise économique frappe la France. Elle entraîne une **baisse de la production industrielle**, une **baisse des prix et des revenus**. Elle se transforme rapidement en crise sociale avec **l'augmentation importante du chômage**.

Des scandales financiers éclatent et les gouvernements se succèdent sans parvenir à résoudre la crise, on parle **d'instabilité ministérielle**. Cette impuissance nourrit l'aspiration aux réformes et l'opposition violente des **ligues d'extrême droite** (définition p 146). Elles sont souvent antiparlementaires, xénophobes et antisémites. Les émeutes du 6 février 1934 font craindre un renversement de la République (document 3 p 147).



Les militants de gauches et du parti radical l'interprètent comme une tentative de renversement des institutions démocratiques. Ce danger encourage ces partis à former une alliance électorale en 1935 (document 4 p 147) autour d'un programme minimum résumé sur la couverture du manifeste, victorieux lors des élections législatives de mai 1936.

Manifeste du Front populaire, 1936.

C. Le Front populaire, la volonté d'établir une République sociale.

Question : Quels sont les avancées et les échecs des réformes du Front populaire ?

Les lois sociales

a. Les accords Matignon, 7 juin 1936

Les délégués de la Confédération générale de la production française¹ et de la CGT², réunis sous la présidence du président du Conseil, ont conclu l'accord ci-dessous :

Art. 1. La délégation patronale admet l'établissement immédiat de contrats collectifs de travail.

Art. 3. Les employeurs reconnaissent la liberté d'opinion, et le droit pour tous les travailleurs d'appartenir à un syndicat professionnel.

Art. 4. Les salaires seront augmentés de 15 % pour les salaires les moins élevés, à 7 % pour les plus élevés.

b. La loi du 21 juin 1936

Art. 6. La durée du travail effectif des ouvriers et employés ne peut excéder quarante heures par semaine.

c. La loi du 26 juin 1936

Art. 54 f. Tout ouvrier, employé ou apprenti, a droit à un congé annuel continu payé, d'une durée minimum de quinze jours.

1. Représentants du patronat.

2. CGT (Confédération Générale du Travail) : syndicat ouvrier.

Le gouvernement du Front populaire, dirigé par Léon Blum, suscite une grande espérance teintée de méfiance chez des ouvriers et des employés affectés par la crise. Cela se traduit par un vaste mouvement de grèves sur le tas afin d'obliger l'Etat à tenir ses promesses (document 1 p 148).

Cette action soutenue et arbitrée par l'Etat aboutit à la signature des **Accord Matignon, lois sociales** d'envergure visant à améliorer le dialogue social et l'organisation du travail. Ainsi, pour relancer l'économie et améliorer les conditions de travail et de vie, le Front populaire décide :

- L'augmentation des salaires
- La mise en place de 12 jours de congés payés / an (6p149)
- La semaine de travail à 40h
- la création des conventions collectives
- les nationalisations des usines d'armement et des chemins de Fer (SNCF) ...

Les Accords Matignon, 1936.

Cependant, le Front populaire ne parvient pas à régler la crise économique qui s'aggrave. Il est de plus en plus contesté par la droite et le patronat, par l'extrême droite qui mène une campagne haineuse, antisémite et anticommuniste. Le gouvernement doit aussi faire face aux contradictions d'un programme social et pacifiste face à une situation économique et internationale instable (Allemagne, Italie, Espagne...) qui oblige au réarmement au détriment des priorités sociales. Des divisions internes apparaissent et entraînent l'éclatement du Front populaire en 1938.

II. Effondrement et refondation républicaine (1940-1946).

Connaissances	Démarches	Capacités
<p>La défaite de 1940 entraîne le renversement de la III^e République.</p> <p>Le régime de Vichy, autoritaire et antisémite s'engage dans la voie de la collaboration avec l'Allemagne nazie.</p> <p>En liaison avec la France libre, la Résistance intérieure lutte contre l'occupant et porte les valeurs de la République.</p> <p>La Libération marque le retour à la République.</p>	<p>Pétain et de Gaulle illustrent les deux attitudes devant la défaite militaire. On présente les conditions de l'armistice et on explique le renversement de la République.</p> <p>La politique du régime de Vichy et sa collaboration avec l'Allemagne nazie sont présentées en s'appuyant sur quelques exemples de ses décisions et de ses actes.</p> <p>La Résistance est abordée à travers l'exemple d'un réseau, d'un mouvement ou d'un maquis. Une mise en perspective permet d'expliquer la place de la France libre, ses liens avec la Résistance intérieure et le rôle qu'elle a joué dans son unification.</p> <p>L'étude du programme du CNR ou du préambule de la Constitution de 1946 met en évidence la volonté de refonder les valeurs républicaines en relation avec les grandes réformes de la Libération.</p>	<p>Connaître et utiliser le repère suivant</p> <ul style="list-style-type: none"> -appel du général de Gaulle : 18 juin 1940 -régime de Vichy 1940-1944 -fondation du Conseil National de la Résistance par J. Moulin : 1943 -libération de la France, rétablissement de la République (la IV^e), droit de vote des femmes, Sécurité sociale : 1944-1945 <p>Raconter la défaite et expliquer ses conséquences, l'armistice et la fin de la III^e République</p> <p>Décrire</p> <ul style="list-style-type: none"> - quelques aspects de la politique du régime de Vichy révélateurs de son idéologie. - la vie d'un réseau, d'un mouvement ou d'un maquis en montrant les valeurs dont se réclament les hommes et les femmes de la Résistance. - les principales mesures prises à la Libération (dont le droit de vote des femmes)

A. La défaite de 1940 et le renversement de la III^e République.**Question : Quelles sont les conséquences politiques de la débâcle militaire du printemps 1940 ?**

La France est attaquée par l'Allemagne en mai 1940. L'armée allemande applique une stratégie offensive, la **Blitzkrieg** (la guerre éclair) et utilise un matériel moderne permettant des attaques rapides. En mai-juin 1940, elle occupe la moitié nord de la France (document 4 p 163) provoquant l'**exode** de plus de 6 millions de civils (document 3 p 163).

Pétain, (partisan de l'Armistice) et De Gaulle (pour la continuation de la guerre), s'opposent. L'Assemblée nationale vote pour l'armistice avec l'Allemagne nazie le 22 juin 1940 (document 5 p 159) et donne les pleins pouvoirs à Pétain le 10 juillet.

L'Allemagne organise alors le pillage économique du pays pour alimenter l'effort de guerre allemand, la ligne de démarcation coupe la France en deux (4p 163), les réquisitions mettent en place la pénurie des années noires (tickets de rationnement et marché noir se développent).

B. Le régime de Vichy et la collaboration avec l'Allemagne nazie**Question : Comment l'Etat Français de 1940 à 1944 met-il en place un régime autoritaire et antisémite qui nie toutes les valeurs républicaines ?**

L'**Etat Français**, appelé aussi régime de Vichy, est un régime autoritaire basé sur les principes de la Révolution Nationale (document 2 p160). Le maréchal Pétain, chef de l'Etat, concentre la plupart des pouvoirs

politiques, la devise républicaine est remplacée par « Travail, famille, patrie ». Le suffrage universel est aboli tout comme les libertés fondamentales. Les partis politiques et les syndicats sont interdits.

A partir de l'entrevue de Montoire avec Hitler (24 octobre 1940, document 4 p 161), le maréchal Pétain mène une politique de **collaboration** avec l'Allemagne nazie. Avec la création du STO (service de travail obligatoire), les jeunes Français sont obligés de partir travailler en Allemagne. La **Milice** aide les nazis à traquer résistants et Juifs.

Le régime de Vichy met également en place des mesures antisémites. Le **Statut des Juifs** d'octobre 1940 interdit aux Juifs d'exercer de nombreux métiers, des rafles sont organisées notamment celle du Vél d'Hiv les 16 et 17 juillet 1942. Plus de 75 000 Juifs sont déportés vers les camps de concentration puis d'extermination (document 6 p 161).

C. La Résistance dans la France occupée.

Question : Comment la Résistance porte-t-elle les valeurs morales et politiques de la République ?

Replié à Londres, **le général de Gaulle lance le 18 Juin 1940 un appel radiodiffusé à la résistance** dans lequel il manifeste son attachement aux valeurs de la République. C'est l'acte de naissance de la **France libre**. De Gaulle fonde une armée, les **Forces Françaises Libres (FFL)** à partir de volontaires. Son action est soutenue par Winston Churchill, 1^{er} ministre britannique.

Des Français manifestent aussi spontanément leur refus de l'occupation et du régime de Vichy. Des mouvements, des réseaux de résistance sont créés. Dans les régions peu accessibles, des **maquis** sont formés. La résistance se développe avec l'arrivée de nombreux réfractaires au STO et les actions se multiplient : propagande, presse clandestine, filières d'évasion, attentats, sabotages et renseignement (document 1 p 164).

Dès 1942, Jean Moulin est envoyé par De Gaulle pour unifier la résistance française, en 1943 est créé le CNR (conseil national de la Résistance) placé sous l'autorité de De Gaulle.

D. La libération, refondation démocratique et mise en place de l'Etat Providence.

Question : Comment de 1944 à 1946 se réalise la refondation de la République ?

(Affiche 1 p 166). Le 6 juin 1944 est organisé un vaste débarquement mené par les forces britannique, américaine, canadienne et française en Normandie. Le 25 août 1944, Paris est libérée.

La République, la démocratie, les libertés fondamentales sont rétablies. Le suffrage universel est étendu aux femmes (document 4 p 167).

Les réformes de la libération s'appuie directement du programme du CNR : la **sécurité sociale (6 p 167)**, fondement de l'Etat providence, illustre la volonté de refonder les valeurs républicaines. Des nationalisations sont appliquées. **Le préambule de la constitution de 1946 lie protection et cohésion sociale** et organise un filet de sécurité pour tous, protégeant des accidents de la vie. Le système est financé par les cotisations sociales dans un contexte de plein emploi et de reconstruction économique.

III. De Gaulle et le nouveau système républicain (1958-1969).

Connaissances	Démarches	Capacités
En 1958, la crise de la IV ^e République débouche sur le retour du général de Gaulle au pouvoir et la fondation de la Ve République. La présidence du général de Gaulle marque une nouvelle conception de la République et de la démocratie. La crise de mai 1968 témoigne des difficultés du régime face à de nouvelles aspirations politiques, sociales et culturelles.	Seule la crise du 13 mai 1958 est étudiée pour montrer les impasses de la IV ^e République. On met en évidence quelques grandes caractéristiques de cette présidence : suprématie du pouvoir exécutif, volonté de réaffirmer la puissance française. L'étude s'appuie sur quelques images significatives.	Connaître et utiliser le repère suivant - les années de Gaulle : 1958-1969 Caractériser - les grands choix politiques du général de Gaulle

A. La crise du 13 mai 1958 et le retour du général de Gaulle au pouvoir.

Question : Pourquoi la crise du 13 mai 1958 aboutit-elle au retour du général de Gaulle au pouvoir ?

En 1958, la IV^{ème} République est confrontée à deux problèmes majeurs : « la question algérienne » et l'instabilité ministérielle (document 1 p 182). **Le 13 mai 1958, elle est ébranlée par une insurrection en faveur de l'Algérie française organisée à Alger (2 p 176).**

De Gaulle apparaît comme le seul capable de régler cette situation politique. Appelé à former un gouvernement, il obtient les pleins pouvoirs pour résoudre la crise algérienne et rédiger une nouvelle constitution.

Adoptée par référendum le 28 septembre (document 4 p 177), la nouvelle constitution donne naissance à la V^{ème} République. Les pouvoirs du président de la République sont renforcés (cf cours éducation civique).

B. La République gaullienne (1958-1969), nouveau système républicain et grandeur nationale.

Question : Comment le général de Gaulle transforme-t-il la République ?

Avec la V^{ème} république, les institutions évoluent : la pratique du **référendum** est instituée, le président est élu au **suffrage universel direct**, le pouvoir exécutif est renforcé par une légitimité qui s'appuie sur le peuple. Un régime semi-présidentiel est mis en place et incarné par De Gaulle (document 2 p 178).

De Gaulle mène aussi une politique **d'affirmation nationale** qui vise à rétablir et à défendre le « rang de la France » dans le monde. Il effectue de nombreux voyages à l'étranger, la France se dote de la **bombe atomique** en 1960 et affirme son indépendance à l'égard des Etats-Unis en se retirant en partie de l'OTAN (1966).

C. La crise de mai 1968 et le départ du général de Gaulle

Question : Pourquoi de Gaulle a-t-il quitté le pouvoir en 1969 ?

Aux élections présidentielles de 1965, de Gaulle est en ballottage face aux candidats des partis de gauche et du centre dénonce un pouvoir personnel et quasi monarchique (document 4 p 182). Il est finalement réélu au 2nd tour.

En mai 1968, la contestation étudiante entraîne de violentes émeutes. Ce mouvement est rejoint par les salariés qui déclenchent une grève générale : la crise devient sociale et politique. De Gaulle reprend la situation en main et annonce la dissolution de l'Assemblée nationale, les élections de Juin renforcent finalement sa majorité.

En avril 1969, De Gaulle soumet aux français un référendum sur le pouvoir des régions et du Sénat et annonce son retrait en cas de refus. Le « non » l'emporte et comme il l'avait annoncé, de Gaulle démissionne (Document 5 p 183).

IV. La V^{ème} République à l'épreuve de la durée (1958- ?)

Connaissances	Démarches	Capacités
<p>Entre 1969 et 1981 les successeurs du général de Gaulle poursuivent sa pratique des institutions en s'efforçant de prendre en compte les grandes aspirations sociales et culturelles de la population.</p> <p>Depuis 1981, la vie politique est marquée par une succession d'alternances et de cohabitations.</p> <p>Les clivages politiques subissent les effets de l'évolution des grands débats idéologiques, des mutations sociales, culturelles et religieuses, de l'intégration européenne et de la mondialisation.</p>	<p>L'étude se limite à quelques exemples d'adaptation de la législation aux demandes de la société (majorité à 18 ans, légalisation de l'IVG...)</p> <p>L'étude de la vie politique française depuis 1981 se focalise sur deux moments : 1981-1986 : la première alternance et les politiques menées sous la présidence de François Mitterrand ; 1997-2002 : la troisième cohabitation et le problème du partage du pouvoir exécutif.</p> <p>On étudie, à l'aide d'un exemple au choix de débat politique inscrit dans la durée (depuis 1969) les positionnements et recompositions des forces politiques.</p>	<p>CAPACITÉS</p> <p>Connaître et utiliser les repères suivants</p> <ul style="list-style-type: none"> - les années Mitterrand : 1981-1995 - les années Chirac : 1995-2007 <p>Décrire et expliquer</p> <ul style="list-style-type: none"> - quelques exemples d'adaptations législatives à l'évolution de la société - des prises de positions, arguments et recompositions politiques sur le débat étudié.

A. 1969-1981 : la modernisation de la société et de la vie politique.

Question : Comment la Vème République réagit-elle aux nouvelles aspirations de la société ?

« L'après de Gaulle » correspond aussi à « l'après mai 68 » et au grand chambardement de la société française. La bipolarisation gauche-droite structure la vie politique française depuis 1965. C'est Georges Pompidou (1 p 190), ancien 1^{er} ministre de De Gaulle, qui est élu président de la République en 1969. Il poursuit la politique gaullienne en approuvant toutefois la construction européenne.

Valéry Giscard d'Estaing (2 p 190), candidat de la droite non gaulliste, remporte les élections présidentielles de 1974. Il fait voter d'importantes réformes de société : **abaissement de la majorité à 18 ans, légalisation de l'avortement (loi Veil), réforme du système éducatif...** Mais la France entre en crise économique sous son septennat.

B. 1981-2007 : alternance et cohabitation

Question : comment la crise économique et sociale se traduit-elle dans la vie politique ?

En 1981, François Mitterrand (3 p 190) est élu président de la République. Membre du Parti socialiste, c'est la première **alternance** de la Vème république. Des réformes importantes sont adoptées : abolition de la peine de mort, 5^{ème} semaine de congés payés, nationalisations, décentralisation... Une politique de rigueur est alors mise en place mais son impopularité profite à la droite qui remporte les élections législatives de 1986 : Jacques Chirac est nommé 1^{er} ministre, **c'est la première cohabitation** (chronologie p 190).

François Mitterrand est réélu en 1988, le contexte économique ne s'améliore pas, en 1993, **c'est la deuxième cohabitation** avec Edouard Balladur comme 1^{er} ministre.

En mai 1995, Jacques Chirac (4 p 190) est élu président de la République mais une forte contestation sociale l'amène à dissoudre l'Assemblée nationale. Le socialiste Lionel Jospin forme le gouvernement : **c'est la 3^{ème} cohabitation**. De nombreuses réformes sont adoptées : 35 h de travail par semaine, PACS, quinquennat... Mais il est battu dès le 1^{er} tour des présidentielles de 2002, Jacques Chirac est finalement réélu au second tour face au candidat d'extrême droite Jean-Marie Le Pen.

C. Les clivages politiques face à la construction européenne depuis 1969.

Question : Quelles sont les prises de position des partis politiques sur l'Europe ?

Depuis 1969, la construction européenne a suscité de plus en plus de débats politiques en France (1 p 200). En 1972, la plupart des forces politiques se rejoignent lors du référendum sur la question de l'élargissement de la CEE. Le « **Oui** » remporte 68,32 % des suffrages exprimés. Cela débouche en 1973 sur l'intégration du Royaume Uni, du Danemark et de l'Irlande.

En 1992, le référendum sur le traité de Maastricht et la création de l'UE marque une nouvelle étape dans la construction européenne. Le « **Oui** » l'emporte avec 51 des suffrages exprimés. En 2005, les débats sont beaucoup plus nombreux et plus vifs. La plupart des forces politiques se divisent sur le projet de constitution européenne qui est finalement rejeté par référendum. Le « **Non** » l'emporte avec près de 55% des suffrages exprimés.

Conclusion du chapitre : La vie politique en France a connu de nombreux bouleversements. Après la 1^{ère} Guerre mondiale, la fin de l'union sacrée entraîne le retour de la vie parlementaire dans un climat d'affrontements politiques et sociaux. En 1936, le Front populaire représente l'espoir puis la désillusions de l'aspiration à une République sociale. Après la 2^{ème} Guerre mondiale, c'est la résistance qui refonde la République modelée progressivement autour du personnage du général de Gaulle. Il restaure la puissance française puis est désavoué après mai 68. Après 1969, la Vème République tente de répondre aux évolutions sociales. Elle perdure aujourd'hui. La bipolarisation gauche droite s'estompe au profit de nouvelles formes d'actions collectives dans des associations revendicatives (cf cours d'éducation civique).